Masseube : finances de la commune

Commune · Gers (32) · 1 923 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Masseube affichait un encours de dette de 1,7 M€, soit 865 € par habitant, une épargne brute égale à 17,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4,2 ans.

Dette par habitant
865 €
1,7 M€ au total

Capacité de désendettement
4,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
17,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
969 € / hab.
1,9 M€ au total

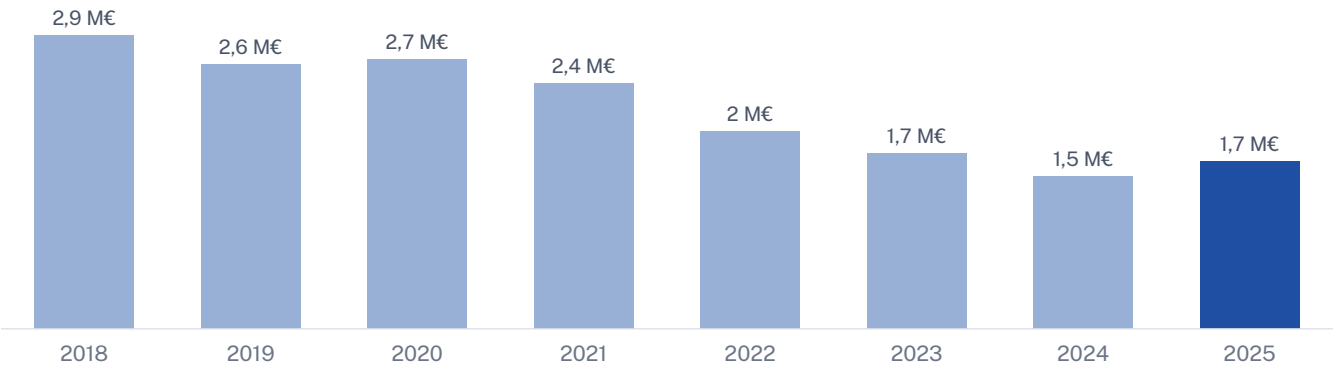
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	969 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	36,5 %	354 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	17,7 %	208 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	865 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	228 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	348 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2,9 M€ en 2018 à 1,7 M€ en 2025 (-42,9 %). Valeur la plus basse : 1,5 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,9 M€	14,2 %	10,6 ans	287 k€
2019	2,6 M€	10,3 %	14 ans	814 k€
2020	2,7 M€	4,1 %	37,8 ans	454 k€
2021	2,4 M€	12,8 %	9,9 ans	150 k€
2022	2 M€	10,8 %	9,3 ans	142 k€
2023	1,7 M€	11,4 %	6,8 ans	221 k€
2024	1,5 M€	12,1 %	5,8 ans	238 k€
2025	1,7 M€	17,7 %	4,2 ans	439 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Masseube	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	865 €	660 €	+31,1 %
Impôts locaux par habitant	348 €	550 €	−36,7 %
Frais de personnel par habitant	354 €	455 €	−22,3 %
Investissement par habitant	228 €	435 €	−47,5 %
Taux d'épargne brute	17,7 %	19,3 %	
Capacité de désendettement	4,2 ans	2,8 ans	

Jumelles : Saint-Aigulin (17), Le Bas Ségala (12), Rieupeyroux (12), Plonévez-du-Faou (29), Rieux-Minervois (11), Pont-de-Vaux (01), Spézet (29), Massiac (15), Plouguiel (22), Châteauponsac (87). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 013	1 923	−4,5 %	−1,7 %
Dette par habitant	1 303 €	865 €	−33,6 %	−21,4 %
Impôts locaux par habitant	264 €	348 €	+32 %	+33 %
Frais de personnel par habitant	324 €	354 €	+9,2 %	+18,8 %
Taux d’épargne brute	10,3 %	17,7 %	+7,3 points	−2,1 points
Capacité de désendettement	14 ans	4,2 ans	−9,8 ans	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		851 €		1 347 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Masseube	Comparaison
Habitants (2023)	1 511	−1,4 % depuis 2012 (département : +1,6 %)
65 ans ou plus (2023)	33,1 %	département : 29,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	7,3 pour 100 habitants	département : 3,5
Salariés du secteur privé (2025)	193	−2,5 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	197	−10,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	104,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

510 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 630 emplois, soit 116 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	4,9 %	5,8 %	1,3 %	2,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,8 %	9,1 %	6,6 %	9,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,9 %	13,3 %	20,1 %	12,1 %
Professions intermédiaires	18,8 %	24,9 %	26,4 %	17,5 %
Employés	36,7 %	26,3 %	26,1 %	44,3 %
Ouvriers	24,9 %	20,5 %	19,5 %	14,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gers (32)) : 6 645 au moins, dont 42,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	944	46,1 %
Viticulteurs, arboriculteurs	731	40,8 %
Maraîchers et horticulteurs	275	56,7 %
Aides-soignants	265	57 %
Serveurs de cafés restaurants	238	40,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	221	91,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	206	39,3 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	174	37,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	163	34,4 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	158	48,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Masseube
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	860 k€ pour 16 projets
Par habitant	447 € (communes de même taille : 210 € ; département : 275 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	30,6 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Amenagement des axes principaux phase 1 - rue du commerce	155 683 €
2024	DETR	Rehabiliation de la salle d'animation du camping	105 086 €
2024	DETR	Amenagement axes principaux rue du commerce - tranche 2 - 2024	80 636 €
2023	DETR	Rénovation de la piscine municipale	49 219 €
2025	DETR	Desimpermeabilisation des cours de l'ecole elementaire	46 569 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.